

Charles Michel

«Taxer le patrimoine, c'est un non-sens économique»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Avez-vous été heurté par la manière dont le ministre-président wallon Paul Magnette s'est adressé à vous lors du comité de concertation cette semaine? Il m'en faut plus pour être déstabilisé et je pense que lorsqu'on exerce des fonctions politiques à responsabilité, on doit être capable de garder son sang-froid en toutes circonstances et de maîtriser ses nerfs.

Est-ce que ça dénote de l'amateurisme dans le chef du boss du gouvernement wallon?

Je ne veux pas rendre les relations plus compliquées qu'elles ne le sont. Chacun doit respecter les règles institutionnelles et les niveaux de compétence. Chacun doit faire un effort et assumer ses responsabilités.

Mais est-ce que le Fédéral est certain à 100% de ses calculs budgétaires?

Ce ne sont pas mes calculs, ce sont les calculs du SPF Finances. C'est lui qui fait les calculs depuis 20 ans et j'en ai pris connaissance en même temps que les Régions. Vous savez, il faut dire les choses clairement: il y a une grande différence entre le ministre-président wallon et ses collègues flamand et bruxellois. Ces deux-là disent que ce n'est pas une bonne nouvelle et qu'ils auraient voulu savoir cela plus vite, je peux les comprendre. Paul Magnette est le seul qui est dans l'acharnement total, il veut contredire la loi de financement qu'il a lui-même suscitée avec le PS à partir de 2010. Et je ne vais pas soudainement violer cette loi parce que le Parti socialiste est dans l'opposition.

La Région wallonne serait donc la seule Région qui n'est pas prête à ce transfert de compétences?

Le ministre wallon du Budget a lui-même dit il y a un mois au Parlement wallon que l'administration fiscale wallonne était malade. Il reconnaît qu'il y a un problème grave de management au sein de cette administration. Et puis un mois plus tard, je vois que les seuls qui contestent avec acharnement les chiffres, c'est le gouvernement wallon. Alors oui, je vois un lien entre la déclaration d'il y a un mois et la situation d'aujourd'hui...

Est-ce que ça vous fait plaisir finalement à vous, les libéraux, que la Wallonie soit plombée budgétairement?

Non, moi, je vous le dis, ça me rend triste de voir qu'en Wallonie il n'y a pas de capacité politique de démarrer les réformes nécessaires, parce que je pense qu'en

Wallonie, il y a un gigantesque potentiel de talents, c'est une région formidable localisée au cœur de l'Europe avec de belles universités et hautes écoles, de belles entreprises et PME qui veulent se développer. Et le rôle d'un gouvernement, c'est de créer le contexte pour aller dans ce sens. Or je constate que le gouvernement wallon ne fait rien des nouvelles compétences qu'il a reçues. C'est déjà 8 mois de perdus pour la Wallonie. J'ai l'impression que le Fédéral prend sa part d'efforts, met en place des réformes pour tout le pays, pour baisser les charges, mais que tout le monde n'en fait pas autant...

Est-ce que la loi de financement a été mal redessinée, finalement?

C'est mon prédécesseur qui a pris l'initiative de la réformer, c'est lui qui était à la manœuvre comme formateur. J'ai le sentiment que Paul Magnette conteste la loi et l'effort qu'il doit fournir parce que le PS est dans l'opposition au Fédéral.

Pour vous, le débat est clos jusqu'au prochain contrôle budgétaire?

On a terminé notre conclave budgétaire, le prochain rendez-vous sera aux alentours de juin/juillet. Sur les 750 millions d'euros en question, on a été très prudent et on a mis 575 millions d'euros en réserve car on sait que ça pourrait être corrigé à l'avantage ou au désavantage de l'état fédéral dans les années à venir.

Quand allez-vous réaliser ce fameux tax shift?

Mon souhait est d'aboutir à des accords avant la fin de la session parlementaire de cette année, donc avant l'été. Le travail est déjà bien entamé, mais c'est un débat essentiel. Ma ligne de conduite, c'est la mise en ordre du pays. On travaille pour remettre le pays en ordre sur le plan économique, le plan social et le plan de la sécurité.

Où voulez-vous en venir exactement avec le tax shift?

Le but, c'est de baisser les impôts sur les personnes qui travaillent et qui créent de l'emploi. On a commencé lors du budget initial en mobilisant déjà 2,8 milliards d'euros mais on veut aller encore plus loin, car dans les rankings européens ou de l'OCDE, nous sommes encore chaque fois sur la première marche du podium en termes de taxation du travail, on n'est pas fier. Donc, il est évident qu'on doit corriger cela.

Comment?

On sait qu'il y a trois possibilités: la fiscalité indirecte, la pollution et les revenus du patrimoine/capital. Ce sont les trois sources, et on va devoir chercher la bonne équation. On doit trouver un cocktail fiscal avec de la transparence, de l'équité et de la justice fiscale qui ait le moins possible d'effets pervers. On va travailler pour pénaliser les pollueurs, les fraudeurs et les spéculateurs, mais à côté de cela on va aider les

investisseurs et les travailleurs.

La taxation des plus-values boursières, ça n'est que symbolique finalement, ce n'est pas cela qui va changer la face de la fiscalité belge: des spéculateurs, il n'y en a pas à chaque coin de rue...

Exact: tous les experts disent que les capitaux sont volatils et on va prendre en compte cette réalité-là. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire à ce niveau-là. Je pense que ma génération politique a une responsabilité. Il faut une stratégie de convergence fiscale et économique. On a parfois des situations de double non-imposition entre les États membres européens, des situations ubuesques dans lesquelles les opérateurs économiques peuvent se faufiler pour profiter des failles. On a un travail urgent à faire à ce niveau-là.

Très bien, et que dit votre ami, collègue libéral et Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel quand vous lui dites que vous voulez davantage de coordination fiscale?

Il n'est pas contre! C'est son prédécesseur Jean-Claude Juncker qui a une part de responsabilité dans la situation luxembourgeoise. Mais dans les réunions que j'ai avec lui, je vois que le Luxembourg a fait des progrès très importants à ce niveau-là.

Ah bon...

Oui. Et indépendamment du Luxembourg, je peux vous dire que la Belgique joue un rôle moteur pour renforcer la convergence fiscale et économique. Stop à l'incantation, place aux actes.

Donc vous demandez qu'on laisse tomber la règle de l'unanimité pour les questions fiscales à l'échelon européen?

Ce serait idéal car la règle de l'unanimité est un frein. Mais la vérité, c'est que si on se lance maintenant dans un débat institutionnel pour changer les traités, on risque de perdre plusieurs années. On doit être pragmatique et voir comment avancer le plus loin possible avec les instruments dont on dispose aujourd'hui. C'est ce que je veux faire dans le cadre du Benelux, par exemple.

À côté de la taxation des plus-values boursières, il y a aussi la taxation du patrimoine ou de la fortune. En tant que libéral, vous êtes contre?

Je n'ai pas de tabou. Je veux des choses qui ont du sens sur le plan économique. Il y a une différence entre taxer les revenus du patrimoine et taxer le patrimoine, effectivement. Mais je pense que taxer le patrimoine, c'est un non-sens car ça contribue juste à faire fuir les patrimoines et donc on perd la valeur ajoutée pour la consommation. Les quelques pays qui s'étaient lancés là-dedans ont tous fait marche arrière, sauf quelques-uns, pour des raisons idéologiques.

Mais certains économistes — essentiellement classés à gauche — comme Thomas Piketty pensent, au contraire de vous,

qu'on peut mettre le patrimoine à contribution, notamment en partant de l'impôt foncier car celui-là est beaucoup moins volatil...

Alors ça, c'est un débat qui m'intéresse. D'abord Thomas Piketty dit beaucoup de choses que je trouve très intéressantes et je ne le considère pas comme un économiste de gauche. Quand je vois le conservatisme de la gauche aujourd'hui, je ne pense pas que ce soit une minute en adéquation avec les idées innovantes de Thomas Piketty. Mais sur le patrimoine, je pense qu'il y a un écart entre la théorie économique et la vie réelle. Dire: on va matraquer le patrimoine immobilier...

Mais il ne dit pas cela, Thomas Piketty!

Dire: on va matraquer le patrimoine immobilier, c'est un peu court. Derrière ce patrimoine, il y a un secteur, le secteur de la construction, qui génère énormément d'emplois, donc il faut faire attention. J'ajoute qu'en Belgique l'immobilier est déjà fort taxé!

Allez, allez...

Oui! Mais c'est parce que dans la fiscalité immobilière, il y a deux types de fiscalité: la fiscalité transactionnelle, quand on vend ou on achète, et c'est vrai que cette partie-là est encore terriblement taxée. Mais ça, c'est du ressort des Régions. Et à côté de cela, il y a la fiscalité récurrente — l'impôt cadastral — où nous sommes tout à fait dans la moyenne européenne. Donc, la difficulté, sur l'immobilier, quand on additionne ces deux pressions fiscales, c'est qu'on est déjà très haut et que ça ne laisse pas de marge de manœuvre. Mais nous allons avoir ces débats-là. Je veux d'abord qu'on s'accorde sur de quelle manière on va baisser l'impôt sur le travail.

Est-ce que votre tax shift va être budgétairement neutre?

Une réforme fiscale, ça doit à terme rapporter puisque c'est fait pour donner du pouvoir d'achat aux gens et donc relancer la consommation.

Langue de bois: une réforme fiscale, ça coûte aux caisses publiques. L'ex-ministre des Finances Didier Reynders a dit qu'une réforme fiscale intelligente coûtait toujours de l'argent.

C'est une question de temps. Il y a toujours un retour quand on fait une réforme fiscale, mais évidemment pas le mois d'après. Dans le même débat, on doit aussi regarder le lien entre notre réforme fiscale et la croissance économique. En fonction de la croissance des prochains mois et années, on va avoir une capacité plus ou moins grande.

La classe moyenne, c'est la classe oubliée de votre gouvernement. Vous donnez aux patrons pour créer des emplois et baisser les charges, vous corrigez les effets du saut d'index pour les salaires les plus bas. Le MR a perdu l'adresse de la classe moyenne?

Nous sommes un gouvernement pour tout le monde. Et c'est vrai que — ça me tient fort à cœur — on doit beaucoup plus

encourager celles et ceux qui travaillent, la classe moyenne, c'est elle qui fait la prospérité du pays et je reconnais qu'on doit beaucoup plus le faire.

Mais on a déjà commencé en évitant la moindre taxe contre les citoyens durant notre contrôle budgétaire. Ensuite, il va y avoir notre réforme fiscale. On a aussi agi pour les indépendants, la justice, etc. Dire qu'on ne fait rien pour la classe moyenne, c'est infondé.

Vous pensez que le plus gros de la contestation sociale est derrière vous?

On œuvre jour après jour au dialogue social, on a déjà engrangé trois accords importants avec les partenaires sociaux et je pense qu'il y a de plus en plus de citoyens qui sont convaincus que les réformes ne peuvent plus attendre, entre autres pour les pensions et les soins de santé. On a un cap, on n'est pas un gouvernement têtu et entêté, on sait écouter, mais le dialogue ne doit pas être un prétexte pour ne pas décider. Je ne suis pas mou, je ne suis pas un chewing-gum.

Jacqueline Galant parle d'un acharnement médiatique contre le gouvernement fédéral: vous êtes d'accord avec elle?

La presse fait son travail en toute indépendance et c'est très bien, mais on a parfois des analyses un peu piquantes. Je pense qu'il y a un fossé entre le microcosme médiatique et les citoyens. Je reçois énormément de soutien, on a fait beaucoup en six mois et je suis très motivé pour la suite de la législature.

Les médias sont-ils à la solde de l'opposition?

Je n'ai pas l'intention de jouer le caliméro. Si on n'arrive pas assez à faire passer le message, c'est qu'on doit davantage encore faire preuve de pédagogie — ce que je vais faire aussi.

Quand Bart De Wever dit que vous êtes un «grand monsieur», ça vous fait plaisir ou c'est un cadeau empoisonné?

Ni l'un ni l'autre. Je comprends dans quel contexte il a dit cela, moi je n'attaque pas les personnes, je me place sur le terrain des idées et n'en déplaît à certains, il y a un soutien des quatre présidents de parti pour l'action du gouvernement. L'opposition rêve de mettre le feu à la coalition, mais je n'ai pas l'intention de me laisser déstabiliser par ces petits stratagèmes de l'opposition.

Qui mène la meilleure opposition parlementaire à votre gouvernement?

Je vais répondre différemment: celui qui donne le ton de toute l'opposition, aujourd'hui, et indiscutablement, c'est le PTB. On voit bien qu'à côté du PTB, l'opposition se dispute à gauche. Le débat parlementaire, c'est devenu le concours du meilleur slogan communiste et à ce jeu-là, le PTB part évidemment devant les autres. Cela ne valorise pas beaucoup le Parlement, cela n'a pas beaucoup d'impact sur moi, mais c'est ce que je dois bien constater.

EXPRESS

«Paul Magnette est le seul qui est dans l'acharnement total, il veut contredire la loi de financement qu'il a lui-même suscitée avec le PS à partir de 2010.»

«Mon souhait est d'aboutir à des accords (sur le tax shift, NDLR) avant l'été. Le but, c'est de baisser les impôts sur les personnes qui travaillent et qui créent de l'emploi.»

«Je n'ai pas de tabou. Je veux des choses qui ont du sens sur le plan économique.»

«Dire: on va matraquer le patrimoine immobilier, c'est un peu court»

«On a un cap, on n'est pas un gouvernement têtu et entêté, on sait écouter, mais le dialogue ne doit pas être un prétexte pour ne pas décider.»